

**LA VIE ECONOMIQUE**

- [Ce qu'il faut retenir de la conférence de presse de François Hollande](#)
- [Toutes les réactions aux propositions de François Hollande](#)
- [Quatre syndicats exigent la « conditionnalité » des aides aux entreprises](#)
- [Moscovici maintient le taux du Livret A à 1,25 %](#)
- [Finances locales : un stock d'emprunts toxiques en forte baisse](#)
- [L'Unedic ne voit pas la courbe du chômage s'inverser en 2014](#)
- [Les prix ont augmenté de 0,7 % en 2013](#)
- [Les faillites d'entreprises en hausse en 2013, le record de 2009 presque atteint](#)
- [Fonctionnaires : vers la fin du gel des salaires](#)
- [Dérapage du déficit 2013 de la France à cause d'un manque de recettes](#)
- [Les CDD toujours plus nombreux dans les embauches](#)

**COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE**

- [Le fisc a reçu 11 000 demandes de régularisation depuis juin](#)
- [Bercy sort les Bermudes et Jersey des paradis fiscaux](#)
- [Bercy annoncera le montant des baisses d'impôts "à l'automne"](#)

**LA VIE DES ENTREPRISES**

- [Blanchiment d'argent à la Fédération française de rugby ?](#)
- [Total « rêve de payer plus d'impôts en France »](#)
- [Le gouvernement français a cédé 1 % du capital d'Airbus](#)
- [Ventes mondiales en baisse de 4,9 % pour PSA](#)

**LA VIE DES DEPARTEMENTS**

- [Essonne. Corbeil-Essonnes : le maire UMP placé en garde à vue](#)
- [Seine-Saint-Denis. Cinéma : Michel Gondry installe son usine à films à Aubervilliers](#)

**TEXTES LEGISLATIFS ET****REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS**

- [Le montant des compensations dues aux collectivités pour 2014](#)
- [IGAS : Contrôle des placements de régimes de retraite complémentaire obligatoires](#)

**Qu'est-ce que Le.Crible ?**

**Le.Crible** se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans **Le.Crible** les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc. Une bibliographie sera également proposée, qui signalera les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan.

Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

## LA VIE ECONOMIQUE

### ● Ce qu'il faut retenir de la conférence de presse de François Hollande

Le 14/01/14, le président de la république, François Hollande, a donné une conférence de presse. Les principaux points, concernant surtout le « *pacte de responsabilité* » :

**01)- Les cotisations familiales. M. Hollande :** « *Je fixe un nouvel objectif : que d'ici 2017, pour les entreprises et les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familiales, ce qui représente 30 milliards d'euros de charges. C'est la condition pour que les entreprises retrouvent de la marge – non pas pour leur faire plaisir, pour leur faire quelque cadeau. C'est sur l'offre qu'il faut agir* ».

**02)- M. Hollande :** « *[Il faut] donner de la visibilité aux entreprises. Nous fixerons un horizon – 2017 – avec une trajectoire de prélèvements obligatoires pour les entreprises. Mon objectif est aussi une diminution de taxes – qui parfois coûtent plus cher à recouvrer que ce qu'elles rapportent. Un premier axe sera posé pour 2015* ». Avant de démentir « être gagné par le libéralisme », de revendiquer « sa ligne sociale-démocrate » et d'affirmer qu'il s'agit du « *plus grand compromis social depuis des décennies* ». La fin des cotisations patronales familiales devrait être compensée par une baisse des dépenses publiques. C'était l'une des principales revendications du Medef.

**03)- Des contreparties en échange. M. Hollande :** « *[Les contreparties] doivent être définies au niveau national et déclinées par branche. Elles porteront sur des objectifs chiffrés d'embauche, de travail des jeunes ou des seniors, la formation, les salaires et la modernisation du dialogue social. Un observatoire sera mis en place et le Parlement y sera associé. Un document formalisera les engagements et les modalités de suivi des contreparties. Le gouvernement engagera sa responsabilité devant l'Assemblée sur ce texte, une loi sera votée à l'automne* ».

**04)- Le chômage. M. Hollande :** « *Il y a eu une stabilisation du chômage et une tendance se dessine. Mais nous n'avons pas encore gagné la bataille pour l'emploi. [...] Depuis six mois le chômage des jeunes a reculé. [...] Nous ajouterons 50 000 emplois d'avenir sur 2014. [...] Est-ce que j'ai fait des erreurs ? Sans doute. Est-ce que c'était celle d'avoir annoncé ou promis l'inversion de la courbe du chômage ? Mais si je ne l'avais pas fait, beaucoup m'auraient demandé "mais qu'avez-vous comme objectif" ?* ».

**05)- M. Hollande a aussi annoncé la mise en place d'un conseil stratégique de la dette publique**, qui se réunira chaque mois pour évaluer les politiques publiques. **M. Hollande** a également précisé : « *[Il n'y aura pas de] transfert de charges des entreprises vers les ménages [...] qui ne le supporteraient pas. [Les économies doivent être] un préalable à toute baisse d'impôts* ».

Le président a aussi abordé d'autres problèmes : la politique du gouvernement vis-à-vis des Roms, une possible réduction des régions dans l'Hexagone, des mesures en faveur de l'éducation, une étude sur la fin de vie, l'axe franco-allemand, l'intervention militaire en Afrique, la présence de Français djihadistes en Syrie.

[http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/01/14/francois-hollande-annonce-la-fin-des-cotisations-familiales-pour-les-entreprises-d-ici-a-2017\\_4347907\\_823448.html#xtor=EPR-32280229-\[Alaune\]-20140115-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/01/14/francois-hollande-annonce-la-fin-des-cotisations-familiales-pour-les-entreprises-d-ici-a-2017_4347907_823448.html#xtor=EPR-32280229-[Alaune]-20140115-[titres])

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 14/01/2014)

[Retour au sommaire](#)

### ● Toutes les réactions aux propositions de François Hollande

#### LE GOUVERNEMENT

- **Pierre Moscovici**, ministre de l'Economie, sur Radio Classique : « *Le Medef, avec qui les choses n'ont pas été négociées avant, je peux vous le dire, mais avec qui évidemment nous parlons, le Medef, par la voix de son président Pierre Gattaz, a dit : "nous sommes prêts, s'il y a une baisse des charges sociales, à créer un million d'emplois". Puisque le Medef dit qu'il est prêt à créer un million d'emplois, hé bien qu'il le fasse ! [C'est] le sens de l'observatoire des contreparties que propose François Hollande, dans lequel seront à la fois les représentants des entreprises et des salariés* ».

- **Marisol Touraine**, ministre des Affaires sociales, sur BFM TV/RMC : « *Les prestations, la politique familiale, elle est maintenue. Ce qu'a dit le président de la République hier, c'est*

que cette politique familiale, qui est une politique importante pour notre pays [...] il n'y a pas de raison que ce soient les entreprises qui apportent leur financement puisqu'il y a des parents qui ne sont pas salariés. [...] La question à laquelle nous devons apporter des réponses et la discussion est engagée avec l'ensemble des partenaires, c'est d'où va venir l'argent concrètement pour financer cette politique familiale ».

#### **LA GAUCHE**

- **Claude Bartolone (PS)**, président de l'Assemblée : « C'est un message d'autorité, de stabilité et de confiance qu'a adressé le président. Il a réaffirmé avec beaucoup d'énergie, de sobriété et de précision la mobilisation totale de la France sur les cinq combats du quinquennat : la jeunesse, l'emploi, la compétitivité, les valeurs républicaines et la réorientation européenne. François Hollande, plus que jamais, tient son cap, connaît les escales et se fait une idée précise de la destination : une France solidaire et compétitive ».

- **François Rebsamen**, président du groupe **PS** au Sénat : « Le cap de sa politique est maintenu, mais [François Hollande] veut aller plus loin et plus vite. Cette ambition sera portée par le Pacte de responsabilité avec un vrai rassemblement de tous pour gagner la bataille de l'emploi et de la réduction des dépenses publiques grâce à des réformes structurelles fortes. Fidèle à sa méthode, il a réaffirmé que le dialogue social et la concertation présideraient à toutes les réformes ».

- **Jean-Luc Mélenchon**, co-président du **Parti de Gauche (PG)** : « C'est le coup de barre à droite le plus violent qu'on ait vu de la part d'un gouvernement de gauche depuis Guy Mollet. C'est une tromperie géante, on n'a jamais vu quelque chose de ce niveau. Il a démarré avec le discours contre la finance et il termine par des cadeaux sans contrepartie au patronat. C'est tout le vocabulaire de la droite, tout le point de vue des néolibéraux que Hollande a repris ».

- **Jean-Michel Baylet**, président du **Parti Radical de Gauche (PRG)** : « Le Président de la République a fixé un cap historique vers un nouveau compromis économique et social. [...] Ce nouveau compromis social est inédit, à la hauteur des ruptures engagées par les gouvernements de gauche en 1936, en 1945 et en 1981. (...) François Hollande a fixé un nouveau cap dans la construction d'une France plus juste et plus solidaire, tenant pleinement son rang en Europe et dans le monde ».

- **Barbara Pompili**, co-présidente des députés **écologistes** : « Il y a encore beaucoup de flou sur ce pacte et notamment son financement. Il faudrait que les partenaires sociaux soient associés. Nous restons sur notre faim sur la transition énergétique, qui doit être l'alpha et l'oméga de la reprise économique ».

- **Nouveau parti anticapitaliste (NPA)** : « Cette conférence de presse était attendue, en particulier par le patronat et les plus riches qu'aucun gouvernement n'avait tant choyés. Et aujourd'hui encore ils n'ont pas été déçus ! [...] Hollande vient de déclarer la guerre à la majorité de la population, aux 5,5 millions de chômeurs, aux 10 millions de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté et à toutes celles et tous ceux qui depuis plus de deux ans ont vu leur pouvoir d'achat dégringoler. Il confirme donc que son quinquennat n'est adressé qu'aux seules entreprises et au patronat ».

- **Jean-Pierre Chevènement**, président d'honneur du **MRC** : « L'appel à la mobilisation lancé par François Hollande serait bienvenu s'il pouvait être entendu. C'est un pari dont l'Etat ne maîtrise pas les données. En effet, je ne vois pas comment la suppression de 30 milliards de cotisations familiales au bénéfice des entreprises peut être gagée par 50 milliards d'économies. Je crains que celles-ci ne puissent être faites qu'au détriment de la politique familiale ou de la politique sociale ».

[Retour au sommaire](#)

#### **LA DROITE**

- **Jean-François Copé**, président de l'**UMP** : « Quelle est la crédibilité de François Hollande qui n'a cessé de faire l'inverse de ce qu'il dit ce soir depuis qu'il est président de la République ? Après 20 mois au pouvoir, il a augmenté les charges sur le travail et sur l'investissement comme jamais dans notre histoire. [...] Le pacte de responsabilité était un nouveau slogan creux. Il lui fallait donc en inventer un nouveau. [...] Voici la nouvelle formule du jour : 'le tournant social-démocrate'. Pensez-vous vraiment, monsieur le président, qu'une

baisse hypothétique de 10 milliards d'euros des charges d'ici 3 ans est à la hauteur de l'enjeu pour redonner de la compétitivité aux entreprises françaises ? Je parle de 10 milliards [...] car évidemment, personne ne peut tomber dans le tour de passe-passe de François Hollande. Il parle de 30 milliards d'euros de baisses de charges. En réalité, il s'agit de 10 milliards maximum ».

- **François Baroin**, ex-ministre de l'Economie et député **UMP**, sur Europe 1 : « Si cette prise de conscience est solide et sérieuse, objectivement, on ne peut qu'accompagner cette démarche. [...] On verra les discussions, on verra surtout l'affectation, c'est le grand manque, à mon sens, de François Hollande. Il faut rappeler qu'il a fait perdre deux ans au pays, que cette politique est à rebours complet de ce qui est mené depuis 18 mois. [...] J'espère profondément que cette baisse du coût du travail va nous remettre à un niveau de compétitivité qui nous manque cruellement ».

- **Philippe Marini**, président **UMP** de la commission des Finances du Sénat : « Soit le président trompe les fonctionnaires, sa base électorale, soit les milieux économiques qui ont la faiblesse de croire à ses promesses, et plus probablement il trompe les deux. [...] C'est une mise en garde que je lance. Quand j'entends Baroin qui semble prendre pour argent comptant ces propos, je lui dis : cher collègue, fais preuve d'esprit critique, ne te laisse pas attirer par la paille des termes, mais sois plus sensible au grain des choses ».

- **Jean-Pierre Raffarin**, ancien Premier ministre **UMP** : « Il m'a quasiment écouté ! Il y a encore du travail à faire, mais il faut dire clairement que ce changement de discours est le bienvenu ».

- **Jean-Marie Bockel**, sénateur **UDI-UC** : « Il faut surtout aller plus loin et mettre en œuvre sans tarder les réformes sociales-libérales dont notre pays a besoin [...]. Si François Hollande, que j'ai connu en social-libéral aux côtés de Jacques Delors avant qu'il ne devienne l'homme de la synthèse impossible à la tête du PS, semble avoir pris conscience de l'intérêt de cette démarche, les écueils dogmatiques, comme la fuite en avant des emplois publics, doivent plus que jamais être évités ».

- **Nicolas Dupont-Aignan**, **Debout la République** : « Sarkozy l'a rêvé, Hollande le fait : ils font la politique de leur maître, une politique de soumission à Bruxelles. Hollande va plonger la France dans une cure d'austérité, comme en Grèce ou en Espagne. Il n'aura pas les moyens d'offrir ces allègements de charges. Il reviendra nous dire dans un an que ça n'a pas marché ».

#### **LES SYNDICATS**

- **Thierry Lepaon**, secrétaire général de la **CGT** : « Le président de la République a annoncé une mobilisation de tous, mais c'est la mobilisation de tous pour servir les intérêts des entreprises. Son pacte de responsabilité tient en deux mots : réduire les charges et les contraintes [pour les entreprises]. Le bouquet est l'annonce de 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations familiales qui vont être prises en charge par le budget de l'Etat, [ce qui porte à] 230 milliards [le total des aides aux entreprises]. C'est exactement ce que demandait Pierre Gattaz, président du Medef. Pour financer [la mesure,] le président nous annonce moins de service public au niveau national et également dans les territoires. [...] Le patronat va être aux manettes. On va avoir une entreprise 'France' qui va être gérée directement par le Medef ! ».

- **CFDT** : « Le cadre dessiné pour le pacte de responsabilité donne du sens et des objectifs pour la mobilisation de chacun des acteurs. [La CFDT] se mobilisera pour l'emploi en étant exigeante sur le contenu du volet social. [...] Un pacte ce sont des engagements de part et d'autre [et] la CFDT exigera des engagements précis et chiffrés de la part du patronat. [...] Déjà engagée dans le chantier du financement de la protection sociale, la CFDT exigera le maintien du pouvoir d'achat des salariés, d'un haut niveau de protection sociale et d'une action publique de qualité. [...] Ce pacte ne peut fonctionner que s'il est structuré par un dialogue social renforcé ».

[Retour au sommaire](#)

- **CFTC** : « [La CFTC] adhère globalement à l'objectif d'un retour à la croissance par l'amélioration de la compétitivité des entreprises, sans que cela ne porte atteinte au pouvoir d'achat des Français ainsi qu'à notre modèle social. [En revanche,] elle ne peut accepter un

désengagement total des entreprises du financement de la branche famille, [Il est] légitime que les entreprises contribuent à une politique familiale dont elles sont largement bénéficiaires (salariés disponibles, possibilités de logement en adéquation avec les conditions de travail...). [La CFTC sera] exigeante sur les garanties demandées aux entreprises en contrepartie de la baisse de charges consentie ».

- **UNSA** : « Les objectifs généraux et la méthode répondent à la gravité de la situation en matière d'emploi et justifient bien l'élaboration d'un grand compromis social ». Avant de relever plusieurs points positifs : « L'annonce des contreparties sociales, [l'instauration] d'un observatoire chargé de veiller à leur effectivité, la volonté de préserver le pouvoir d'achat des ménages, la place accordée au dialogue et à la conférence sociale dans l'élaboration du pacte. [Mais,] des interrogations importantes demeurent, [notamment sur] le mode précis de financement des cotisations familiales et la hauteur des économies supplémentaires sur les dépenses publiques et leur compatibilité avec le maintien de services publics de qualité ».

#### LE PATRONAT

- **Pierre Gattaz**, président de l'organisation patronale **Medef** : « C'est un discours qui va dans le bon sens. Il y a une prise de conscience de la réalité de la France ».

[http://www.challenges.fr/economie/20140115.CHA9155/les-principales-reactions-aux-annonces-de-francois-hollande.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20140115](http://www.challenges.fr/economie/20140115.CHA9155/les-principales-reactions-aux-annonces-de-francois-hollande.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20140115)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 15/01/2014)

#### ● Quatre syndicats exigent la « conditionnalité » des aides aux entreprises

Le 14/01/14, la CFDT, la CGT, la FSU et l'Unsa ont publié une déclaration commune dans laquelle elles s'engagent à porter des « revendications et objectifs communs lors des discussions qui se dérouleront dans le cadre du pacte de responsabilité ». **Leurs exigences ?** « La généralisation de la conditionnalité des aides et exonérations fiscales aux entreprises à la mise en œuvre d'objectifs d'investissements économiques et d'investissements sociaux : création d'emplois, qualification des salariés, politiques salariales dynamiques ». **Autres demandes :** « La poursuite de l'action concernant l'emploi des jeunes, notamment l'ouverture d'une négociation interprofessionnelle pour relancer une dynamique en faveur de l'emploi des jeunes. [...] L'ouverture d'un chantier de rénovation des classifications dans toutes les branches conventionnelles qui n'ont pas négocié et abouti sur le sujet depuis moins de 5 ans [et la] résorption de l'ensemble des inégalités salariales, notamment entre les femmes et les hommes ». Concernant **la remise à plat de la fiscalité** : « [Il est] indispensable de réhabiliter l'impôt, outil de la solidarité nationale [en privilégiant] l'impôt direct sur l'impôt indirect ». **Leurs revendications ?** Un nouveau barème de l'impôt sur le revenu, une évaluation des niches fiscales, une réforme de la fiscalité locale, la mise en place d'une « véritable fiscalité écologique » et un renforcement de la lutte contre la fraude fiscale.

<http://social.blog.lemonde.fr/2014/01/14/quatre-syndicats-exigent-la-conditionnalite-des-aides-aux-entreprises/>

(Source : <http://social.blog.lemonde.fr> du 14/01/2014)

#### ● Moscovici maintient le taux du Livret A à 1,25 %

Le 15/01/14, M. Moscovici, ministre de l'Economie, a déclaré sur Radio Classique qu'il maintenait le taux du Livret A à 1,25 %. Le calcul automatique aurait dû le faire tomber à 0,75 %. Le gouverneur de la banque de France proposait 1 %. M. Moscovici a tranché.

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/01/15/20002-20140115ARTFIG00298-la-banque-de-france-propose-une-baisse-du-taux-du-livret-a-a-1.php>

(Source : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) du 15/01/2014, Marie Visot)

[Retour au sommaire](#)

#### ● Finances locales : un stock d'emprunts toxiques en forte baisse

La SFIL (société de financement local), qui a hérité des 8,5 milliards d'emprunts toxiques de Dexia, est parvenue à baisser son stock de 900 millions d'euros. L'objectif de M. Mills, son directeur général, est de « désensibiliser 1 milliard d'euros de prêts sensibles, même si les élections municipales à venir peuvent constituer un "frein" ».

<http://www.acteurspublics.com/2014/01/14/un-stock-d-emprunts-toxiques-en-forte-baisse>

(Source : [www.acteurspublics.com](http://www.acteurspublics.com) du 14/01/2014)

### ● **L'Unedic ne voit pas la courbe du chômage s'inverser en 2014**

Les prévisions de l'Unedic sont pessimistes et ne voient pas venir une inversion de la courbe du chômage. L'organisme prévoit une hausse de 63 000 chômeurs sans aucune activité en 2014. Pour lui, le ralentissement des destructions d'emploi dans le secteur marchand, d'une part, et les contrats aidés, d'autre part, « *ne seront pas suffisants pour compenser le dynamisme de la population active* » en 2014.

[http://lexpansion.lexpress.fr/economie/l-unedic-ne-voit-pas-la-courbe-du-chomage-s-inverser-en-2014\\_423791.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/l-unedic-ne-voit-pas-la-courbe-du-chomage-s-inverser-en-2014_423791.html)

(Source : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 15/01/2014)

### ● **Les prix ont augmenté de 0,7 % en 2013**

Le 14/01/14, l'Insee a indiqué qu'en décembre 2013 les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 %, ce qui porte l'inflation à 0,7 % pour 2013.

[http://lexpansion.lexpress.fr/economie/les-prix-ont-augmente-de-0-7-en-2013\\_423712.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/les-prix-ont-augmente-de-0-7-en-2013_423712.html)

(Source : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 15/01/2014, Philippe Huguen)

### ● **Les faillites d'entreprises en hausse en 2013, le record de 2009 presque atteint**

Le 16/01/14, le cabinet Altares a annoncé que 63 101 faillites avaient été déclarées en 2013, soit une hausse de 3 % par rapport à 2012. Un chiffre très proche du record de 2009 (63 700 faillites).

<http://www.leparisien.fr/economie/emploi/les-faillites-d-entreprises-en-hausse-en-2013-le-record-de-2009-presque-atteint-16-01-2014-3499583.php#xtor=EREC-109----1346501@1>

(Source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 16/01/2014)

### ● **Fonctionnaires : vers la fin du gel des salaires**

Le 16/01/14, Mme Lebranchu, ministre de la Fonction publique, a indiqué que le point d'indice, qui sert de base de calcul aux salaires des fonctionnaires, et qui est gelé depuis 2010, ne sera « *pas gelé jusqu'à la fin de la mandature* ». **Mme Lebranchu** : « *Quatre ans de gel, c'est beaucoup. [Je suis] en train, après un rapport qui s'appelle Pêcheur, qui a été commandé par le Premier ministre, de revoir tous les traitements, les carrières, les parcours professionnels, la formation professionnelle, les passerelles d'une fonction publique à une autre* ». Le 9 décembre, des discussions ont été engagées entre la ministre et les syndicats. **Sujet ?** Une révision des grilles de salaires et des régimes indemnitaires des agents.

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2014/01/16/97002-20140116FILWWW00401-fonctionnaires-pas-de-gel-des-salaires-a-venir.php>

(Source : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) du 16/01/2014)

### ● **Dérépagement du déficit 2013 de la France à cause d'un manque de recettes**

Le 16/01/14, Bercy a publié un rapport indiquant que le déficit de l'Etat devrait s'établir à 74,9 milliards d'euros au cours de l'année écoulée, soit une amélioration de plus de 12 milliards d'euros par rapport à 2012. Ce montant est toutefois supérieur de 2,7 milliards d'euros à la prévision de 72,1 milliards arrêtée en novembre par le gouvernement lors du collectif budgétaire. **Pourquoi ?** **M. Moscovici**, ministre de l'Economie, et **M. Cazeneuve**, ministre du Budget : « *Ce dérapage est dû à des rentrées fiscales moindres qu'escompté, principalement du fait d'une conjoncture défavorable* ». On notera qu'à 284 milliards d'euros, les recettes fiscales sont en baisse de 3,5 milliards d'euros par rapport à la prévision du collectif budgétaire. **En cause ?** L'impôt sur les sociétés (- 2,5 milliards) et l'impôt sur le revenu (- 1,8 milliard). **Du positif du côté des recettes** : la TVA, qui a rapporté 600 millions de plus que prévu.

[http://www.challenges.fr/economie/20140117.CHA9322/le-deficit-2013-derape-a-cause-d-un-manque-de-recettes.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20140117](http://www.challenges.fr/economie/20140117.CHA9322/le-deficit-2013-derape-a-cause-d-un-manque-de-recettes.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20140117)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 17/01/2014)

[Retour au sommaire](#)

### ● Les CDD toujours plus nombreux dans les embauches

Le 16/01/14, le ministère du Travail a indiqué qu'en 2012, plus de huit embauches sur dix ont été faites en CDD. Une progression de trois points par rapport à 2011. **Les secteurs les plus touchés ?** Le tertiaire (qui passe de 80,2 % en 2011 à 83 % en 2012), la construction (61,6 % des recrutements, + 2,8 points), l'industrie (68,5 %, + 3,7 points). **La population la plus touchée ?** Les femmes (85 %), contre 76,6 % pour les hommes. **La Dares :** « Ce résultat est corrélé avec la part plus importante de femmes dans le secteur tertiaire, qui recourt de façon plus importante aux CDD ». **Le classement des âges ?** Les 50 ans et plus (84,6 %, soit 3,8 points de plus qu'en 2011), les moins de 30 ans (82,6 %, + 2,6 points), puis les 30-49 ans (78,3 %, + 3,4 points). **Les métiers les plus touchés ?** Les employés et les ouvriers (83,7 % et 87,4 %, contre 81,2 % en moyenne).

[http://www.lexpress.fr/emploi-carriere/emploi/les-cdd-toujours-plus-nombreux-dans-les-embauches\\_1314741.html](http://www.lexpress.fr/emploi-carriere/emploi/les-cdd-toujours-plus-nombreux-dans-les-embauches_1314741.html)

- Dares : Les mouvements de main-d'œuvre en 2012. Recul des recrutements en CDI dans tous les secteurs (synthèse) :

<http://travail-emploi.gouv.fr/actualite-presse,42/breves,2137/etudes-recherches-statistiques-de,76/etudes-et-recherches,77/publications-dares,98/dares-analyses-dares-indicateurs,102/2014-003-les-mouvements-de-main-d,17382.html>

- Dares : Les mouvements de main-d'œuvre en 2012. Recul des recrutements en CDI dans tous les secteurs (8 pages) :

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-003.pdf>

(Sources : [www.lexpress.fr](http://www.lexpress.fr) du 16/01/2014, <http://travail-emploi.gouv.fr> du 16/01/2014)

### COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE

#### ● Le fisc a reçu 11 000 demandes de régularisation depuis juin

Le 15/01/14, M. Cazeneuve, ministre du Budget, a déclaré, à l'Assemblée nationale, que 11 000 personnes avaient déposé des demandes de régularisation auprès du fisc, soit une « *recette potentielle de plus d'un milliard d'euros* ». Ces « *repentis* » devront payer « *l'ensemble des impositions éludées et non prescrites* », ainsi que les « *intérêts de retard au taux légal* ». M. Cazeneuve a rappelé que, depuis un an et demi, le gouvernement avait multiplié les actions « *pour faire en sorte que ceux qui fraudent soient renvoyés à leurs responsabilités et payent l'impôt qu'ils doivent à la nation* ».

[http://www.liberation.fr/economie/2014/01/15/le-fisc-a-recu-11-000-demandes-de-regularisation-depuis-juin\\_973029](http://www.liberation.fr/economie/2014/01/15/le-fisc-a-recu-11-000-demandes-de-regularisation-depuis-juin_973029)

(Source : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) du 15/01/2014)

[Retour au sommaire](#)

#### ● Bercy sort les Bermudes et Jersey des paradis fiscaux

Dans un arrêté paru dans le Journal Officiel du 19/01/14, Bercy a retiré les Bermudes et Jersey de la liste des paradis fiscaux. **Date d'effet ?** Le 1<sup>er</sup> janvier 2014. **La raison ?** La conclusion d'une convention d'assistance administrative avec la France, « *permettant d'échanger tout renseignement nécessaire à l'application de la législation fiscale des parties* ». Au grand dam de **Mme Guigou**, présidente PS de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, et de **M. Eckert**, rapporteur général PS du budget à l'Assemblée, qui ont dénoncé cet arrêté : « *Au regard des derniers travaux du Forum mondial sur la transparence, organisés sous l'égide de l'OCDE, publiés à la suite de la réunion de Djakarta les 21 et 22 novembre derniers, un tel retrait n'est pas justifié. Ni Jersey ni les Bermudes n'ont obtenu une notation d'ensemble justifiant ce retrait* ». Réponse de **M. Moscovici**, sur Radio J : « *C'est un examen très objectif. L'administration demande à un certain nombre de territoires, qui sont jugés non coopératifs, un certain nombre de progrès. Nous avons mené ces discussions, avec Jersey et avec d'autres îles. Certaines n'ont pas satisfait aux critères mais ces deux territoires l'ont fait. Ce n'est pas quelque chose de définitif, ça ne vaut pas non plus satisfecit en tout* ». Restent sur la liste : les Iles Vierges britanniques, Brunei, Montserrat, le Botswana, le Guatemala, Nauru, les Iles Marshall et Niue.

[http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/01/20/bercy-sort-les-bermudes-et-jersey-des-paradis-fiscaux\\_4350727\\_3234.html#xtor=EPR-32280229-\[Alaune\]-20140120-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/01/20/bercy-sort-les-bermudes-et-jersey-des-paradis-fiscaux_4350727_3234.html#xtor=EPR-32280229-[Alaune]-20140120-[titres])

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 20/01/2014)

### ● Bercy annoncera le montant des baisses d'impôts "à l'automne"

Le 20/01/14, M. Moscovici, ministre de l'Economie, a indiqué que c'est à l'automne que sera connu le montant des baisses d'impôts attendues à la fin du quinquennat. Cela se fera via une nouvelle loi de programmation des finances publiques, « l'actuelle ayant besoin d'être corrigée ». **M. Moscovici** : « Les prélèvements obligatoires ont atteint un niveau élevé. [...] Il s'agit dans un premier temps de les stabiliser et à terme de les baisser. De combien, pour qui et à quel rythme, cela fera l'objet de discussions ».

[http://www.challenges.fr/economie/20140119.CHA9368/bercy-annoncera-le-montant-des-baisses-d-impots-a-l-automne.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20140120](http://www.challenges.fr/economie/20140119.CHA9368/bercy-annoncera-le-montant-des-baisses-d-impots-a-l-automne.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20140120)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 20/01/2014)

## LA VIE DES ENTREPRISES

### ● Blanchiment d'argent à la Fédération française de rugby ?

D'après **Le Canard Enchaîné**, la Fédération française de rugby (FFR) serait « mêlée à une histoire de blanchiment d'argent concernant de très près le grand banditisme ». Pour le journal **Sud Ouest**, le problème viendrait d'une société de billetterie, Passion Events, qui, ne possédant plus le label pour acheter des tickets pour les matches de l'équipe de France, le faisait quand même. En toute illégalité. Toujours selon le Canard enchaîné, le trésorier de la fédération en fonction jusqu'à l'année dernière, aurait été la « pierre angulaire de ce système, en tout cas à l'intérieur de la FFR ». Une enquête est en cours.

[http://sports.nouvelobs.com/rugby/divers/articles/blanchiment-d-argent-a-la-ffr-993166/?cm\\_mmc=EMV--NO--20140115\\_NLNOACTU08H--blanchiment-d-argent-a-la-federation-francaise-de-rugby](http://sports.nouvelobs.com/rugby/divers/articles/blanchiment-d-argent-a-la-ffr-993166/?cm_mmc=EMV--NO--20140115_NLNOACTU08H--blanchiment-d-argent-a-la-federation-francaise-de-rugby)

(Source : <http://sports.nouvelobs.com> du 15/01/2014, Thomas Siniécki)

### ● Total « rêve de payer plus d'impôts en France »

Le 14/01/14, se défendant de toute optimisation fiscale, **M. de Margerie**, PDG de Total, a déclaré : « Total est une société qui paie énormément d'impôts. Nous ne cherchons pas à optimiser dans un sens négatif. Nous payons aujourd'hui à peu près 14 milliards d'impôts, ce qui représente 56 % de nos résultats avant impôts. On est bien au-dessus de l'impôt de droit commun français ». Ces impôts sont dans une très grande proportion acquittés à l'étranger.

**M. de Margerie** : « Là où on fait des bénéfices. Notre activité française est en perte. [...] Nous ne pouvons pas payer des impôts sur des pertes. Mon rêve, ce serait de payer plus d'impôts en France. [Le groupe a quand même payé] 1,2 milliard de taxes. Si jamais nos activités [...] s'améliorent en France, nous paierons plus d'impôts ». Ceci dit, le PDG de Total a estimé que le résultat du groupe, pour 2013, « ne sera pas forcément en hausse ».

<http://www.liberation.fr/economie/2014/01/15/total-reve-de-payer-plus-d-impots-en-france-973014>

(Source : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) du 15/01/2014)

### ● Le gouvernement français a cédé 1 % du capital d'Airbus

Le 15/01/14, M. Moscovici a déclaré que le gouvernement français, suite à un accord conclu avec l'Allemagne, avait cédé 1 % du capital d'Airbus Group (ex-EADS), ramenant sa participation à 11 %. **M. Moscovici** : « La France a engagé la cession d'environ 8 millions d'actions et, au terme de l'opération, Paris et Berlin disposeront chacun de 11 % du capital. La valeur de ce bloc de 1 % d'Airbus Group est de 451 millions d'euros ». **Le ministère de l'Economie** : « Au terme de ce placement, l'Etat français via Sogepa, l'Etat allemand via GZBV et l'Etat espagnol via SEPI resteront conjointement et durablement les actionnaires de référence d'Airbus Group, avec au minimum 26 % des droits de vote. Comme les récentes cessions de titres détenus par l'Etat dans Safran, Aéroports de Paris et EADS réalisées ces derniers mois, cette opération s'inscrit dans le cadre d'une politique de gestion active des participations de l'Etat conforme à la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire ».

[http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/01/15/le-gouvernement-va-ceder-1-du-capital-d-airbus-4348707\\_3234.html#xtor=EPR-32280229-\[Alaune\]-20140116-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/01/15/le-gouvernement-va-ceder-1-du-capital-d-airbus-4348707_3234.html#xtor=EPR-32280229-[Alaune]-20140116-[titres])

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 15/01/2014)

[Retour au sommaire](#)



### ● **Ventes mondiales en baisse de 4,9 % pour PSA**

Le 20/01/14, PSA Peugeot Citroën a annoncé dans un communiqué que ses ventes mondiales avaient reculé de 4,9 % en 2013. Si le groupe a beaucoup souffert en Europe et a vu ses ventes s'effondrer en Russie, il a progressé en Chine. **Frédéric Banzet**, directeur général de Citroën : « *La Chine est le deuxième marché de PSA Peugeot Citroën après la France* ».

[http://www.challenges.fr/entreprise/20140120.CHA9373/ventes-mondiales-en-baisse-de-5-pour-psa.html#xtor=EPR-14-\[ en 2013Quot10h30\]-20140120](http://www.challenges.fr/entreprise/20140120.CHA9373/ventes-mondiales-en-baisse-de-5-pour-psa.html#xtor=EPR-14-[ en 2013Quot10h30]-20140120)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 20/01/2014)

## **LA VIE DES DEPARTEMENTS**

### ● **Essonne. Corbeil-Essonnes : le maire UMP placé en garde à vue**

D'après le Nouvel Observateur, Jean-Pierre Bechter, maire UMP de Corbeil-Essonnes, successeur et bras droit de l'industriel Serge Dassault, a été mis en garde à vue. **Motifs ?** Abus de biens sociaux, corruption, blanchiment et achat de votes. **Selon l'entourage de M. Bechter** : « *C'est une satisfaction pour Jean-Pierre Bechter de pouvoir répondre aux enquêteurs, car le maire de Corbeil-Essonnes fait totalement confiance à la justice pour établir la vérité* ».

[http://tempsreel.nouvelobs.com/justice/20140115.OBS2361/corbeil-essonnes-le-maire-ump-convoque-par-la-police-judiciaire.html?cm\\_mmc=EMV- -NO- -20140115\\_NLNOACTU17H- -corbeil-essonnes-le-maire-ump-place-en-garde-a-vue#xtor=EPR-3-\[Actu17h\]-20140115](http://tempsreel.nouvelobs.com/justice/20140115.OBS2361/corbeil-essonnes-le-maire-ump-convoque-par-la-police-judiciaire.html?cm_mmc=EMV- -NO- -20140115_NLNOACTU17H- -corbeil-essonnes-le-maire-ump-place-en-garde-a-vue#xtor=EPR-3-[Actu17h]-20140115)

(Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 15/01/2014)

### ● **Seine-Saint-Denis. Cinéma : Michel Gondry installe son usine à films à Aubervilliers**

Le réalisateur Michel Gondry va installer son Usine du Film Amateur (UFA) à Aubervilliers. **M. Gondry** : « *J'ai installé ce concept dans plus d'une dizaine de villes à travers le monde. En France, c'était à Beaubourg. Mais ceux qui participaient ne correspondaient pas à ce que j'avais envie de faire. Je veux vraiment que l'atelier soit accessible à tous, et décentraliser l'usine de manière pérenne à Aubervilliers va le permettre* ». Le chantier devrait être terminé en 2016. **Fernando Favier**, trésorier de l'association UFA : « *Nous avons déjà approché les pouvoirs publics pour obtenir des subventions, notamment du côté du CNC, et nous envisageons aussi de commercialiser certains espaces pour des tournages professionnels ou des séminaires d'entreprises* ».

[http://www.challenges.fr/media/20140115.CHA9168/cinema-michel-gondry-installe-son-usine-a-films-a-aubervilliers.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20140115](http://www.challenges.fr/media/20140115.CHA9168/cinema-michel-gondry-installe-son-usine-a-films-a-aubervilliers.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20140115)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 15/01/2014, Laure-Emmanuelle Husson)

## **TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS**

### ● **Le montant des compensations dues aux collectivités pour 2014**

- **Présentation d'Acteurs Publics** : « *Une note de la direction générale des collectivités locales (DGCL) adressée aux préfets fait le point sur les compensations de charges dues par l'État aux collectivités dans le cadre de la décentralisation et de la loi de finances pour 2014* ».

<http://www.acteurspublics.com/2014/01/14/le-montant-des-compensations-dues-aux-collectivites-pour-2014>

- La note de la DGCL (115 pages) :

[http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2014/01/cir\\_37809.pdf](http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2014/01/cir_37809.pdf)

(Sources : [www.acteurspublics.com](http://www.acteurspublics.com) du 14/01/2014, <http://circulaires.legifrance.gouv.fr>, janvier 2014)

[Retour au sommaire](#)

### ● **IGAS : Contrôle des placements de régimes de retraite complémentaire obligatoires**

- **Présentation de l'IGAS** : « *Par lettre de mission du ministre du travail, de l'emploi et de la santé, l'IGAS a été saisie d'une mission de contrôle des placements des régimes complémentaires obligatoires (RCO). Cette mission visait à : présenter un état des lieux des placements des RCO et de leur gestion : existence, qualification et adaptation des politiques de placement ; qualité de l'organisation de la gestion des placements par les organismes ; résultats de la politique de placement (composition des portefeuilles, rentabilité, risques) ; évaluer le cadre réglementaire et les modalités de suivi et de contrôle par l'Etat ; formuler*

des propositions en vue de l'amélioration du cadre réglementaire et du dispositif de suivi et de contrôle. La mission a conduit six contrôles sur pièces et sur place, contradictoires, dans les organismes suivants : la Caisse de retraite du personnel navigant de l'aviation civile (CRPN ou CRPNPAC) ; l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC) ; la Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens (CAVP) ; la Caisse autonome de retraite des médecins de France (CARMF) ; la Caisse de retraite des notaires (CRN) ; les fédérations AGIRC (Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres) et ARRCO (Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés) ».

<http://www.igas.gouv.fr/spip.php?article348>

- Rapport de synthèse (153 pages) :

<http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM2013-021Psyntese.pdf>

→ [Contrôle des placements de la Caisse autonome de retraite des médecins de France \(CARMF\)](#), par Virginie Cayre et Vincent Ruol (342 pages) :

<http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM2012-129P.pdf>

→ [Contrôle des placements de la Caisse de retraite des personnels navigants professionnels de l'aéronautique civile \(CRPN\)](#), par Yann-Gaël Amghar, Paulo Gemelgo, Pascal Penaud, Vincent Ruol. Rapport + annexes :

a)- Rapport (85 pages) : [http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM\\_2012-062\\_P\\_CRPNPAC\\_rapport\\_definitif\\_21\\_12.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM_2012-062_P_CRPNPAC_rapport_definitif_21_12.pdf)

b)- Annexes (138 pages) : [http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM\\_2012-062\\_P\\_CRRNPAC\\_ANNEXES\\_definitives\\_21\\_12.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM_2012-062_P_CRRNPAC_ANNEXES_definitives_21_12.pdf)

→ [Contrôle des placements des fédérations ARRCO et AGIRC](#), par Virginie Cayre, Vincent Ruol (164 pages) :

[http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM\\_2013\\_053\\_AGIRC\\_ARRCO.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM_2013_053_AGIRC_ARRCO.pdf)

→ [Contrôle des placements de la Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens \(CAVP\)](#), par Paul Gemelgo, Pascal Penaud. (335 pages) :

[http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM\\_2012-63P\\_CAVP.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM_2012-63P_CAVP.pdf)

→ [Contrôle des placements de l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques \(IRCANTEC\)](#), par Vincent Ruol (97 pages) :

[http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM2012-064P\\_Ircantec.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM2012-064P_Ircantec.pdf)

→ [Contrôle des placements de la Caisse de retraite des notaires \(CRN\)](#), par Paulo Gemelgo, Pascal Penaud. Rapport + annexes :

a)- Rapport (139 pages) : [http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM\\_2012-110\\_P\\_CRN.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM_2012-110_P_CRN.pdf)

b)- Annexes (110 pages) : [http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM\\_2012-110\\_P\\_Annexes.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM_2012-110_P_Annexes.pdf)

(Source : [www.igas.gouv.fr](http://www.igas.gouv.fr))

[Retour au sommaire](#)

**Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf Ile-de-France.** En ligne tous les mercredis  
Directeur de publication : le directeur Philippe Renard  
Rédacteur en chef : Eric Tessier  
Contact : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

A l'inverse, si vous n'êtes pas abonné et désirez l'être, merci d'envoyer un mail à la même adresse : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)